

Unité départementale de la Marne
10 rue Clément Ader
51 100 REIMS

REIMS, le

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/07/2022

Contexte et constats

Publié sur



VIVESCIA

2 rue Clément Ader
BP 1017
51685 REIMS

Références : Sm1 n°D1 i 2022-596
Code AIOT : 0005701516

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/07/2022 dans l'établissement VIVESCIA implanté Chemin de la Prairie 51700 DORMANS . Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VIVESCIA
- Chemin de la Prairie 51700 DORMANS
- Code AIOT : 0005701516
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

Le site a une capacité de stockage de 17 000 m3 répartie sur 3 silos desservis par 2 tours de manutention.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Situation administrative
- Nettoyage des installations
- Moyens de lutte contre l'incendie
- Vérifications électriques et foudre
- Formation du personnel

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

La fiche de constat suivante fait l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
5	Moyens incendie	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 11	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 16/03/1990, article 1	/	Sans objet
2	Propreté	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13	/	Sans objet
3	Maintenance	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	/	Sans objet
4	Thermométrie	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 14	/	Sans objet
6	Enjeux à proximité révision EDD	Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 10	/	Sans objet
7	Formation	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3	/	Sans objet
8	Permis feu	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à l'inspection, 1 écart réglementaire a été mis en évidence. Il concerne la mise à jour du plan des zones d'effets en cas d'explosion. L'inspection propose à monsieur le Préfet de la Marne de rappeler à l'exploitant ses obligations réglementaires par lettre de suite préfectorale.

L'inspection a également permis de lever la mise en demeure n° 2022-MD-058-IC du 31 mars 2022 relative aux installations électriques.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/03/1990, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Tableau de nomenclature
Constats : Le site comporte 3 silos : <ul style="list-style-type: none">- Le "vieux silo" : seules 3 cellules sont encore utilisées, l'alimentation des transporteurs est coupée pour les cellules condamnées- Le silo "cellules 300 tonnes"- Le silo Pascal <p>L'état des stocks présenté le jour de la visite était conforme aux dispositions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 16 mars 1990.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Nettoyage des installations
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Ex AM autorisation du 29/03/04 : ◦ art. 12 : « Les aires de chargement et de déchargement des produits sont situées en dehors des capacités de stockage. Cette disposition ne s'applique pas aux aires de chargement et de déchargement situées à l'intérieur de silos plats ne disposant pas de dispositifs de transport et de distribution de produits. Des grilles sont mises en place sur les fosses de réception. La maille est déterminée de manière à retenir au mieux les corps étrangers. Les aires de chargement et de déchargement sont : ▪ soit suffisamment ventilées de manière à éviter une concentration de poussières de 50 g/m³ (cette solution ne peut être adoptée que si elle ne crée pas de gêne pour le voisinage ou de nuisance pour les milieux sensibles) ; ▪ soit munies de systèmes de captage de poussières, de dépoussiérage et de filtration. Ces aires doivent être régulièrement nettoyées. ◦ art. 13 : « Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler. La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les procédures d'exploitation. Les dates de nettoyage doivent être indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Le nettoyage est réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration. Ces appareils doivent présenter toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion. Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage tels que l'utilisation de balais ou d'air comprimé doit être exceptionnel et doit faire l'objet de consignes particulières. »</p>
<p>Constats : L'exploitant a mis en place une procédure de nettoyage. Cette procédure préconise l'utilisation, en priorité, de l'aspirateur. Des préconisations sont ajoutées en cas d'utilisation du balais. L'aspirateur utilisé est bien ATEX.</p> <p>Le site dispose d'un registre, dans lequel est consigné la date du nettoyage. Les derniers nettoyages des silos dataient du 18/07/22 et du 20/07/22. le personnel vérifie l'état d'empoussièrement chaque jour.</p> <p>La tour de manutention du silo Pascal et des cellules 300 tonnes étaient propres. Par sondage, les étages, 1 et 2 du "vieux silos" étaient empoussiérés. Suite à cette remarque l'exploitant a indiqué qu'il allait procéder au nettoyage du vieux silo, et a transmis, par courriel du 22 juillet 2022, des photos de ce nettoyage.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des installations foudre et électrique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Ex AM autorisation 29/03/04 : ° art. 9 : « [...] L'exploitant doit tenir à la disposition de l'inspection des installations classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes : - l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ; - l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté. Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Le silo ne doit pas disposer de relais, d'antenne d'émission ou de réception collective sous ses toits, excepté si une étude technique justifie que les équipements mis en place ne sont pas source d'amorçage d'incendie ou de risque d'explosion de poussières. Les conclusions de cette étude doivent être prises en compte dans l'étude préalable relative à la protection contre la foudre. »</p> <p>Constats : Par courriel du 25 juillet 2022, l'exploitant a transmis l'analyse du risque foudre effectuée par l'APAVE le 14 septembre 2010 justifiant que le site ne nécessite pas la mise en place d'un dispositif de protection contre la foudre.</p> <p>Les installations électriques des silos ont été vérifiées le 17 janvier 2022 par la société BUREAU VERITAS. Le rapport de vérification fait état de 3 écarts déjà signalés et de niveau moyen : - nature des câbles de la thermométrie intérieure des silos 1, 2 et 3 - nature des câbles de l'élévateur E4 du silo 3 - remplacer les sondes thermométriques des silos 1 et 3 par des sondes ATEX</p> <p>Suite à la précédente inspection du 28 janvier 2022, la société VIVESCIA a été mise en demeure, par l'arrêté n°2022-MD-058-IC du 31 mars 2022, de résorber ces écarts, avant le 31 juin 2022.</p> <p>Par courrier du 11 juillet 2022, l'exploitant a indiqué que le service de maintenance de la société VIVESCIA a procédé au remplacement du câble de l'élévateur.</p> <p>Par courrier du 11 juillet 2022, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées une facture du 17 mai 2022 de la société Automatique Mesure Ingenierie (AMI) correspondant au remplacement des sondes de thermométrie et des câbles les alimentant. Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué que seule la sonde S3C08 de la cellule C8 n'avait pas été remplacée car la cellule était pleine lors de l'intervention. Suite à l'inspection, le 28 juillet 2022, l'exploitant a transmis un courriel indiquant que suite au transilage de la cellule N°8 du silo 3, la sonde de thermométrie de la cellule a pu être connectée. Il était joint un relevé de thermométrie montrant les températures indiquées par la sonde de la cellule N°8</p> <p>Proposition de l'inspection : L'inspection des installations classées constate que les prescriptions de l'arrêté de mise en demeure n°2022-MD-058-IC du 31 mars 2022 ont été respectées dans le délai imparti. La mise en demeure est donc levée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Thermométrie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 14
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification de l'efficacité de la thermométrie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Ex AM autorisation 29/03/04 : ° art. 14 : « L'exploitant doit s'assurer périodiquement que les conditions d'ensilage des produits (durée de stockage, taux d'humidité, température, etc.) n'entraînent pas des dégagements de gaz inflammables et des risques d'auto-échauffement. La température des produits stockés susceptibles de fermenter est contrôlée par des systèmes de surveillance appropriés et adaptés aux silos. Les relevés de température donnent lieu à un enregistrement.
Constats : Comme évoqué dans le précédent constat, l'exploitant a fait remplacer, par la société AMI, les sondes de thermométrie de ses silos et les câbles les alimentant.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Moyens incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 11
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification du bon état et de la disponibilité des moyens incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Ex AM autorisation 29/03/04 : art. 11 : « [...] Les installations de protection contre l'incendie doivent être correctement entretenues et maintenues en bon état de marche. Elles doivent faire l'objet de vérifications périodiques. »
Constats : Les extincteurs des différents silos ont été vérifiés le 18 février 2022 par la société CASI. Les extincteurs défectueux sont directement remplacés. Les silos ne sont pas pourvus de RIA. Les deux colonnes sèches sont vérifiées une fois tous les 3 ans par un organisme extérieur. La dernière vérification date du 28 juillet 2021. Elles sont également vérifiées une fois par an en interne. Ces vérifications sont consignées dans un registre. La dernière vérification interne date de 2021. L'exploitant a prévu d'effectuer la vérification en interne des colonnes sèches d'ici la fin de l'année 2022. Un accès a été aménagé à proximité de la Marne afin que les secours puissent s'y fournir en eau. Le plan indiquant les zones d'effet en cas d'explosion date de 2017. Une colonne sèche est manquante. Proposition de l'inspection : L'inspection propose à monsieur le Préfet de la Marne de rappeler à l'exploitant ses obligations réglementaires par lettre de suite préfectorale. L'exploitant dispose d' 1 mois pour mettre à jour le plan des zones d'effet du site en y incluant les deux colonnes sèches, et pour le transmettre à l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Enjeux à proximité révision EDD

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, Instruction EDD
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : La gravité des conséquences potentielles prévisibles d'un accident sur les personnes physiques, parmi les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, résulte de la combinaison en un point de l'espace de l'intensité des effets d'un phénomène dangereux, définie à l'article 9 du présent arrêté, et de la vulnérabilité des personnes potentiellement exposées à ces effets, en tenant compte, le cas échéant, des mesures constructives visant à protéger les personnes contre certains effets et de la possibilité de mise à l'abri des personnes en cas d'accident si la cinétique de l'accident le permet. Pour les effets toxiques, les personnes exposées se limitent aux personnes potentiellement présentes dans le panache de dispersion du toxique considéré. L'échelle d'appréciation de la gravité des conséquences humaines d'un accident, à l'extérieur des installations, figure en annexe 3 du présent arrêté.</p>
<p>Constats : Des enjeux existent à proximité de l'établissement, la tour de manutention et les silos sont notamment situés à : - 16 m de la Marne - 20 m de la rue de la Prairie - 50 m de la société Compas Dormans - 70 m de la voie ferrée - 100 m de la route départementale RD41 - 120 m des premières habitations</p>
Observations : Ces tiers devront être pris en compte lors de la finalisation de l'instruction de l'étude de danger de l'établissement prévue début 2023.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Formation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Formation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux caractéristiques du silo et aux questions de sécurité. Le personnel doit recevoir une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'activité de l'établissement. Cette formation doit faire l'objet d'un plan formalisé. Elle doit être mise à jour et renouvelée régulièrement.</p>
<p>Constats : Par courriel du 25 juillet 2022, l'exploitant a transmis le plan de formation de M. MICHEL. Sa dernière formation aux risques industriels date du 06 janvier 2022.</p> <p>L'exploitant a indiqué que la fréquence de formation est d'environ 5 ans.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Permis feu

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Permis feu
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les consignes de sécurité et les procédures d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer en marche normale, à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien des installations à la remise en service de celles-ci en cas d'incident grave ou d'accident. Les consignes de sécurité sont tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Les procédures d'exploitation sont tenues à jour et mises à la disposition de l'inspection des installations classées. Dans les zones où il existe un risque d'incendie ou d'explosion, il est interdit de fumer. La réalisation de travaux susceptibles de créer des points chauds dans ces zones doit faire l'objet d'un permis de feu, délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée et par le personnel devant exécuter les travaux.
Constats : L'exploitant a transmis, par courriel du 25 juillet 2022, la dernière habilitation de M. MICHEL concernant les permis feu, celle-ci date du 26 février 2019 et est valable 20 ans. Des exemples de permis feu ont été montrés, tous étaient parfaitement remplis avec le nom de l'intervenant et de la personne délivrant le permis feu, le type de travail effectué, la localisation, les points chauds possibles, la signature des agents, ainsi que les deux rondes effectuées suite aux travaux. Les exemples consultés étaient en date du 12 mai 2020 et du 09 décembre 2020.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet